

Ligue africaine
de champions :
**AS Togo Port
éliminée**

GRANDE CONVENTION CHRETIENNE INTERNATIONALE
DU 29 AOÛT AU 02 SEPTEMBRE 2018
LIEU : TOGO 2000
CO-ORGANISATEURS : LES REVERENDS TSIOUE DE L'ACKL, DE FELLOWSHIP ET KONTEVI DE TPR.
Thème : « Sentinelle, que dis-tu de la nuit ? » (Esaïe 21 : 11)
PROGRAMME
Mercredi 29 août 2018 : 17h30-20h30 (Ouverture de la Convention)
Jeudi 30, vendredi 31 août et samedi 1er septembre 2018 :
Matin : 9h-12h / Après-midi : 14h-17h / Soir : 17h30-20h30
Dimanche 02 septembre 2018 : Matin : 9h-12h / Après-midi : 14h-17h
D'ÉMINENTS ORATEURS VENANT
USA, EUROPE, AFRIQUE
Infolines : +228 92 42 51 78 / 90 90 42 57
E-mail : prince.pasteuracki@gmail.com

Hausse des prix de produits pétroliers à la pompe :
**Quels impacts sur les prix des
produits de première nécessité?** P4



LIBERAL

Bihebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0381 du Mercredi 29 Août 2018 - 250 F CFA / Etranger 1€

Tribune du PR dans Jeune Afrique

Le Togo, partie prenante d'une Afrique nouvelle

Des changements profonds se produisent chaque jour dans de nombreux secteurs. Ils modifient notre manière de produire, de consommer et d'échanger. La robotisation et le plein rendement des machines rendent les chaînes de valeur moins dépendantes des coûts de la main-d'œuvre. Les relations sociales sont définies par des tendances démographiques rapides et une **urbanisation accélérée**.



La représentation politique est mise au défi par de nouvelles formes d'activisme. Et la liste continue. Le Togo fait partie d'un monde qui change à toute vitesse et il a su obtenir des résultats économiques et sociaux appréciables. Mais ce qui a été accompli peut encore être amélioré: le Plan national de développement (PND) qui vient d'être adopté nous permettra de mieux faire face aux défis qui se présentent. Il s'inscrit dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations unies et dans celui de

Suite à la page 3

Prochaines élections

ça se précise



©Image d'archives

Le gouvernement crée la «Force Sécurité Election 2018»

 P5

Législatives de décembre 2018 :
**Ambiance dans les états
major des partis politiques**
UNIR et le NET en précampagne, la C14
conteste la CENI et attend la CEDEAO

P5&11

Alerte :
Les espèces protégées
du parc de Fazao sous
menace
d'extinction



P7

CMJN

Parole aux citoyens

Depuis ce samedi les Togolais ont connu le nom de la 24e Miss Togo, la nommée Mlle GNONGBO-TCHORO ICHABATOU, quelques citoyens se prononcent sur le choix du jury.

Julienne, Etudiante en géographie à UL

Moi je ne suis pas satisfaite de ce choix, c'est du vol, la candidate numéro 7 ne mérite pas cette élection, moi je voyais plutôt la candidate numéro 1 ou 8 ou encore 16.

James, enseignant au lycée

Ce soir j'ai vu que la chance existe vraiment, je ne voyais même pas Mlle Ichabatou dans le trio final, pour ce choix je suis un peu déçu du comportement des membres du jury, mais bon bravo à elle et bonne chance à elle, elle doit nous démontrer maintenant qu'elle mérite vraiment ce choix.

Innocentia, Esthéticienne à Lomé

J'ai eu le regret de venir ici ce soir, je pouvais manger atchekè avec mes 5000f, si je savais que c'est ce que ce comité nous réservait, je n'allais pas venir ici, tchoooo c'est cette foutaise, les membres du jury sont-ils des aveugles ou quoi?

Ce que tout le monde voit au blanc, ils nous disent que c'est le noir, ils sont tous corrompus du président de l'organisation jusqu'aux membres de jury. En tout cas l'année prochaine ils verront plus mes 5000f.

Isidore, Promoteur culturel au centre culturel Dégningba de Lomé

En tant que promoteur culturel et événement je ne peux que jeter les fleurs au comité d'organisation de ce grand événement, le seul qui fait la promotion de la gente féminine.

Sur le choix, je crois que le jury a fait un travail remarquable, toutes les 22 candidates pourraient être élues ce soir, mais le jury avait le devoir de choisir une seule candidate et voilà la chance a joué du côté de Mlle Ichabatou. ■

Pharmacies de garde à Lomé

Semaine du 27/08/2018 au 03/09/2018

3e ARRONDISSEMENT* Bd. du 13 janvier, près de l'immeuble FIATA 22 21 52 27

HANOUKOPE* Avenue de la Nouvelle Marche, Immeuble Kanal FM 22 21 01 a15

BEL AIR* Non loin de Ramco et de l'hôtel Palm Beach 22 21 03 21

DEO GRATIAS* Derrière le siège d'ECOBANK Kotokou-Kondji 22 21 83 31

BIOVA* Bd. Houphet Boigny 22 34 50 93

ADJOLOLO* 58, Rue Franz Joseph STRAUSS 22 21 05 13

MAIRIE* Face Mairie 22 21 26 39

St KISITO* Bd. de ka Kara, près du Bar TAM TAM 22 21 99 63

SOURCE DE VIE* Face Collège Protestant 22 22 45 71

St PAUL* Bd. Jean Paul II 22 22 46 72

FOREVER* Tokoin Forever, Face Garage Central Administratif 22 26 11 77

HEDZRANAWÉ* Marché de Hedzranawé 22 26 49

61 NOTRE DAME* Sise au 578 rue Assiyéyè derrière le marché d'Hedzranawé, en face de la piscine Atlantide 96 32 97 51

KOUSSAN* En face du stade de Keguè 23 20 04 57

PHARMACIE 200* BE KPOTA près du Marché Dzifa 22 70 01 69

CHRIST ROI* Kagomé 22 27 46 66

ELI-BERACA* Route d'Adidogomé, Immeuble SIKOVIC face bureau de Poste 22 51 22 82

LA RÉFÉRENCE* Route de Kpalimé, Adidogomé Assiyéyè, à côté du Bar Madiba 22 51 12 12

BONTE* Route de SEGBE, Wonyomé-Adidogomé en face de la station Sanol 93 95 80 78

DJIDJOLE* DJIDJOLE 22 26 65 12

NOTRE Dame de LOURDES* Quartier Agoè-Anomé, à côté de l'église des Assemblées de Dieu (Non loin du lycée d'Agoè) 22 44 01 01

CONFIANCE* Face GTA 22 42 43 81

LUMIÈRE* Agbelepédogan 70 43 15 49

OSSAN* Établissement la LIMOUSINE, carrefour AVEDJI 70 40 44 25

DES ROSES* Quartier Vakpossito, en face de l'entreprise de l'Union 70 42 37 72

LA GRÂCE* Près de l'Auberge sahara avant la Station SUN AGIP Agoè 22 25 91 65

MAINA* Agoè Assiyéyè, axe Zanguéra à 300 mètres s du Carrefour bleu 22 33 65 34

DIVINE GRACIA* Quartier Agoè-Fiovi, Rond point Cool Catch (ancien carrefour Bafana-Bafana) 93 83 91

OOABRAHAM* Agoè-Logokopé Kossigan 22 50 10 00

TAKOE* Avant la station CAP ESSO de Zongo (Côté opposé) 22 34 03 42

LE DESTIN* A côté de l'Agence ECOBANK de Baguida 70 41 15 41

LA FLAMME D'AMOUR* Sise à Agodeke route d'Aneho 70 45 70 14

Prompt Rétablissement

**LE LIBÉRAL, c'est tous les
lundis et mercredis chez
votre marchand de journaux**

Tribune du PR dans le magazine panafricain Jeune Afrique : Le Togo, partie prenante d'une Afrique nouvelle

Suite de la UNE

L'Agenda 2063 de l'Union africaine. Il établit un juste équilibre entre les piliers économiques, sociaux et environnementaux condition nécessaire au changement de notre paradigme de développement. Une Afrique qui fait face à des tendances importantes en matière de démographie, de technologie et de changement climatique nécessite des politiques d'accompagnement ciblées. Notre ambition commune doit être guidée par un niveau de sophistication et de cohérence de nos politiques publiques qui ne réussira que grâce à de meilleures compétences managériales et que si nous faisons preuve de détermination. L'environnement de notre pays est marqué par une saine et stimulante compétition.

Le Togo n'est pas le seul à vouloir devenir un hub logistique et financier d'excellence, par exemple. Je reste confiant

néanmoins, car nous pouvons compter sur un aéroport moderne et nous projetons d'en construire un deuxième. Notre port est bien positionné, et nous avons la capacité de développer des infrastructures routières interconnectées plus rapidement et à moindre coût compte tenu de la taille modeste de notre territoire. De nombreuses banques internationales, y compris parmi les plus grands établissements panafricains, ont choisi d'installer leurs sièges et opérations à Lomé. La sécurité et la qualité de la vie urbaine rendent également le pays attractif.

Avec le développement des services en matière de TIC et une éducation de qualité, le Togo disposera d'atouts nécessaires pour aller plus vite. Nous ne sommes pas non plus les seuls à vouloir nous industrialiser rapidement. Là aussi, le PND met l'accent sur des moyens concrets: ajouter de la valeur à nos matières



premières, en nous concentrant d'abord sur l'industrie du phosphate et la transformation de nos produits agricoles, et ainsi tirer parti de la diversité et de l'importance de la contribution du secteur primaire à notre économie. Mais aussi absorber une partie de la délocalisation de la production manufacturière des pays asiatiques émergents. Dans le domaine agricole, il est important de se focaliser sur un nombre restreint de filières et d'en maîtriser la chaîne de valeur par la création d'un écosystème transformateur.

Ainsi, le PND propose de mettre en place des solutions adaptées en matière de financement, de capital humain et d'environnement des affaires qui permettront aux investisseurs de réussir. Quant à la méthode, il nous faut dépasser les approches sectorielles et mettre en œuvre des interventions qui répondent à un nombre limité de priorités et qui requièrent une plus grande collaboration entre les parties prenantes. Il est primordial que l'ensemble de la société s'approprie le PND et que celui-ci devienne notre pacte social. L'engagement de tous les acteurs sera la clé. Attirer

les investisseurs et leur permettre de réaliser des projets économiques structurants requiert une stabilité macroéconomique, une prévisibilité des politiques d'accompagnement et une bonne image internationale. Atteindre de tels objectifs n'est pas en contradiction avec la création d'emploi ou le développement social. Ces équilibres ont une importance capitale au regard de la jeunesse de notre population. C'est pourquoi le PND place cette complémentarité au cœur de notre transformation. Le Togo n'a aucune raison de craindre pour son avenir. Nous sommes prêts à y faire face, dès maintenant.■

Le Togo, partie prenante d'une Afrique nouvelle.

**Faure Essozimna
Gnassingbé Président
du Togo**

**TRIBUNE jeune Afrique
no 24 3007 du 26 août
au 1er septembre 2018**

Partenariat Chine-Afrique : Le grand forum prévu du 3 au 4 Septembre

Le 3e sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) se tiendra les 3 et 4 septembre prochains à Pékin sur le thème «La Chine et l'Afrique : communauté de destin et partenariat mutuellement profitable».

La grande messe comprendra 27 side events dont la 6e Conférence sino-africaine des chefs d'entreprise. Le point de départ se fera sous forme d'un panel de haut niveau entre les dirigeants chinois et africains et les représentants des milieux d'affaires et des bailleurs de fonds.

Ce sera l'événement le plus important en Chine au vu de la qualité des participants, a fait savoir la diplomatie

chinoise.

En plus des 54 délégations gouvernementales africaines représentées au plus haut échelon (chef d'Etat, chef de gouvernement), le sommet verra aussi la participation du Secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres, l'Union africaine et 26 organisations africaines et internationales.

Dans le menu, l'initiative chinoise baptisée «la

nouvelle route de la soie », figure au premier plan. Une coordination devra donc être établie lors de ce Forum entre cette initiative chinoise, l'Agenda 2030 du développement durable de l'ONU et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Le sommet débouchera sur un Plan d'actions conjoint entre la Chine et l'Afrique 2019-2021 du Forum sur la coopération Chine-Afrique.■



Le Président chinois,

Hausse des prix de produits pétroliers à la pompe :

Quels impacts sur les prix des produits de première nécessité ?

2 4 heures après la hausse des prix des produits pétroliers à la pompe, les Togolais retiennent leur souffle. Quel sort sera réservé aux produits de première nécessité dont les prix flambent parfois de façon exagérée à chaque fois que le gouvernement revoit à la hausse le prix des produits pétroliers. Pour l'instant, les prix des transports et des autres produits sur le marché n'ont pas changé, mais l'inquiétude demeure malgré l'assurance apportée par les autorités sur le maintien des prix malgré la hausse intervenue hier.

Alors qu'il y a presque un an, les consommateurs que nous sommes se réjouissaient d'une double baisse du prix du carburant, cette allégresse vient de prendre fin la nuit du 27 août dernier où le gouvernement a annoncé une augmentation des prix sur les produits pétroliers. Aujourd'hui nous vivons le mythe de l'éternel retour quant à ce qui concerne la fixation du prix de carburant qui évolue en dans des ci.

En effet, depuis hier, le Togolais avant d'approcher

une station d'essence doit prévoir 50 francs de plus pour un litre. Pour cause, le gouvernement vient de procéder à une augmentation du prix des produits pétroliers. A compter du 27 Août à 00h évidemment, le prix du carburant à la pompe est passé pour le super sans plomb de 498 à 548 FCFA, le gazoil est fixé à 550 au lieu de 526 CFA, le litre du pétrole lampant est passé de 445 FCFA à 490 FCFA, le mélange 2 temps pour sa part grimpe à 646 pour 599 FCFA auparavant. Ceci

prédit une augmentation du prix du transport et par ricochet une cherté de la vie.

En effet, des rumeurs allaient bon train sur une probable révision des prix du carburant à la hausse. C'est désormais un secret de polichinelle, le consommateur devrait faire face à une fin du mois difficile par rapport à son budget de déplacement en attendant que les conséquences se répercutent sur le reste des produits.

Pour l'heure, aucune



explication n'a été donnée par le gouvernement mais l'on peut facilement le deviner car comme d'habitude la hausse du prix du carburant a été toujours justifiée par la hausse du prix du baril à l'international.

En outre, elle aurait pour cause l'application de la politique de la vérité des prix mise en place par le gouvernement depuis quelques années.

Par ailleurs, pour le moment, la ligue des consommateurs Togolais n'a pas officiellement réagi.

Cependant, les mouvements d'humeurs pareilles à celles des conducteurs et transporteurs sont à craindre surtout que le gouvernement pour le moment ne dit rien pour palier cette hausse de prix de carburant semblable à celle qui conduisit aux émeutes de l'année dernière qui ont malheureusement engendré une perte en vie humaine et de nombreux dégâts.

Alain Tchédre

Augmentation du prix du carburant :

Même les revendeurs du « Boudé » font la surenchère

Il est vrai que la vente du carburant illicite est interdite. Malgré la traque menée par les forces de l'ordre, ce commerce résiste et continue par se faire souvent même en pleine ville.

Comme une aubaine, les revendeurs du carburant illicite font la politique du prix pour engranger le plus grand profit avec la flambée du prix du carburant actuelle. De 500 FCFA la majorité sont passés à 550 FCFA afin d'avoisiner le prix actuel du sans plomb qui est à 548 FCFA.

Par ailleurs, certains plus avisés en marketing ont gardé le prix précédent qui est de 500 FCFA afin de mieux faire écouler leur produit. Un tour aux stations d'essence montre à suffisance la baisse de la fréquentation des stations.

Approché, un des pompistes nous a confié que l'ambiance hier matin n'était pas la même que celle des jours habituels.

Par conséquent, bon nombre préfère se diriger vers les revendeurs de « boudé ».

Alain Tchédre



Action sociale :

Les membres du Cadre national de concertation des acteurs de protection de l'enfant sont officiellement installés à Lomé

Hier à Lomé mardi le 28 Août 2018, le ministère de l'Action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation a procédé à l'installation officielle des membres qui font partie

désormais du cadre national de concertation des acteurs de protection de l'enfant au cours d'une cérémonie.

Pour faire face aux difficultés constatées dans la coordination des

interventions en faveur de l'enfant dans notre pays, les acteurs étatiques et ceux de la société civile avec la collaboration des partenaires comme UNICEF, ont

Suite à la page 10

Prochaines élections, ça se précise : Le gouvernement crée la « Force Sécurité Election 2018 »

Les choses se précisent dans le cadre des prochaines élections au Togo principalement les législatives prévues pour le 20 décembre 2020 selon la feuille de route de la CEDEAO. Hier en conseil des ministres, un décret portant création d'une force spéciale dénommée « Force Sécurité Election 2018 ».

Placée sous la supervision de la commission électorale nationale indépendante (CENI) et le commandement opérationnel du ministère chargé de la sécurité, cette force spéciale composée de huit mille (8 000) agents issus de la gendarmerie et de la police nationales, a pour missions de maintenir la paix, assurer la sécurité ainsi que la libre circulation des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire

national avant, pendant et après les élections de 2018.

La FOSE prendra toutes les mesures pour maintenir ou rétablir l'ordre public en relation avec l'organisation des élections durant toutes les phases des processus électoraux notamment le recensement, la campagne, les opérations de vote, le dépouillement et la proclamation des résultats.

Elle doit assurer la sécurité

des lieux de meeting ou de manifestations publiques pendant la campagne électorale, des bureaux de vote, des candidats, des commissions électorales, des chefs de partis politiques, ainsi que du matériel électoral, en observant la plus stricte neutralité à l'égard de tous.

La création d'une force pour les élections est un grand pas vers la tenue des différents scrutins



annoncés, principalement les législatives dans 4 mois. Pour ceux qui doutent encore, c'est une phase de non retour en ce qui concerne la tenue des élections.

Il faut rappeler que

l'opposition principalement la coalition des 14 partis politiques de l'opposition conteste la CENI toujours incomplète et espère l'arrivée d'une mission de facilitation de la CEDEAO.

P. Fabrice

Législatives de décembre 2018 :

Ambiance dans les états major des partis politiques UNIR et le NET en précampagne, la C14 attend la CEDEAO

A quatre mois des législatives au Togo, l'heure est aux préparatifs des joutes électorales du 20 décembre 2018. Si certains sont sur le terrain en train d'organiser, de mobiliser et de sensibiliser leurs équipes et même les populations avant l'heure, les autres semblent se perdre dans les querelles et contestations sans fin, dans une morosité totale.



C'est une certitude. Les Togolais iront aux urnes pour renouveler leur Assemblée nationale le 20 décembre 2018. Tous les états major de partis politiques le savent. Certes, à quatre mois des joutes électorales, l'ambiance n'est pas encore à la ferveur, dans les états major, mais les plus sérieux déroulent leurs stratégies de conquête de l'électorat.

L'UNIR plus uni, déterminé et engagé

L'UNIR développe la stratégie d'un lève tôt. Depuis quelques mois déjà le parti présidentiel investit campagnes, villages, hameaux, villes, cantons et préfectures pour mettre en place, organiser, former ses structures locales. Les membres du bureau politique, les responsables régionaux et leurs équipes, les députés sortants, l'organisation des Femmes de l'UNIR, la jeunesse de l'UNIR, tous en bandes organisées pour passer le

message du parti sur les enjeux des prochaines législatives.

On ne manque pas de saisir toute occasion pour soit donner une visibilité au parti ou pour faire valoir l'image de marque du parti, l'image du parti le plus proche des populations et le plus soucieux de leurs problèmes et le plus capable et le plus disposé à les résoudre. L'exemple le plus récent est la tournée la semaine dernière des premiers responsables du parti à

l'intérieur du pays. Les journées de réflexion à l'intention des cadres du parti aux niveaux locales et la mise en place des structures et le renforcement de leurs capacités permettent à celles-ci de savoir le rôle qui est le leur avant et pendant les élections. On se souvient également de la récente tournée du parti en Europe, notamment en Allemagne pour mobiliser et sensibiliser la diaspora ; tournée dont les retentissants échos ont amené la presse à dire que "désormais, la diaspora n'est plus la chasse gardée de l'opposition."

A quelques mois de ces législatives il n'y a pas de jour où les cadres du parti présidentiel ne mènent d'activités qui méritent d'être relayées par les médias. Bref, à UNIR, on déploie de sérieux efforts pour engranger le maximum des voix. Aux législatives de 2013, l'UNIR était sorti certes, majoritaire mais ce fut une majorité

inconfortable qui ne lui a pas permis de faire toutes les réformes. Le parti présidentiel a été confronté aux blocages tendancieux de l'opposition, qui en a profité pour créer une crise en août 2017. Les prochaines joutes électorales, UNIR pourrait avoir une majorité plus confortable pour permettre au parti et à son président d'accélérer la mise en œuvre de son projet de société avant 2020.

Le NET, se montre sérieux

Le parti de Jerry Taama veut qu'on le prenne au sérieux. Malgré la débâcle qu'il a subi à Bruxelles le Nouvel Engagement Togolais (NET), ne démord pas sur ses intentions de se faire compter parmi les formations qui mènent le débat sur l'échiquier politique national. La semaine dernière, c'est les plateaux qui ont été sa cible. Mise en place de ses structures, sensibilisation, réunions politiques etc, Jerry Taama veut arracher quelques sièges dans cette

Suite à la page 11

Afrique subsaharienne / Lutte contre l'insécurité alimentaire: Système d'entraide mis sur pied à Lomé

Dans le souci de lutter efficacement contre la faim et la malnutrition en Afrique et surtout dans les pays sahéliens, des experts du secteur de l'alimentation venus de 6 pays francophones de l'Afrique de l'Ouest (Togo, Bénin, Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire et Niger), se sont retrouvés la semaine dernière à Lomé, pour renforcer leurs capacités en stratégie et techniques en matière de sécurité alimentaire.

Cet atelier a été organisé par l'Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation et de l'Agriculture (UITA) en collaboration avec le ministère togolais de l'agriculture.

Les organisateurs ont également reçu l'appui de Friedrich Ebert Stiftung, un organisme international allemand engagé, entre autres, dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

La rencontre a donc permis aux participants de mettre sur pied un système d'entraide et d'assistance entre Etats. « L'objectif de ce système est de venir en aide à un pays lorsqu'il sera en difficulté sur le plan alimentaire », a indiqué Guillaume Tossa, Chargé de partenariat de l'UITA.

Par ailleurs, les experts ont eu à définir au cours des travaux de nouvelles stratégies visant à faire la

promotion de la sécurité alimentaire dans le monde. Ils ont été également formés sur les stratégies à adopter en vue de lutter efficacement contre la faim et la malnutrition dans leurs pays respectifs.

Selon le « rapport mondial sur les crises alimentaires 2018 » publié en mars dernier par l'Union européenne, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et



Col Ouro-Koura Agadazi, ministre en charge de l'Agriculture

l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), le nombre de personnes jugées à la merci d'une famine à la fin 2017 s'élevait à 124 millions.

Il s'agit d'une augmentation

de 15 % comparée à l'année 2016. L'intensification des conflits et la sécheresse persistante dans plusieurs régions du monde sont à l'origine de ces chiffres qui vont sans cesse croissant. ■

Entrepreneuriat : L'Association LIVE WELL forme 40 jeunes étudiants et fonctionnaires en entrepreneuriat agro-alimentaire

Plus de 40 jeunes étudiants et fonctionnaires ont suivi 5 jours de formation en entrepreneuriat agro-alimentaire à Lomé la semaine dernière.

est ouverte à toutes les tranches d'âge. Au cours de la formation les participants ont appris à faire la Pizza, la crêpe, lait de sésame, yaourt, dèguê, Cake, couscous de manioc et de

Général de LIVE WELL TOGO le Coach GBEDJI Mawuli a fait savoir qu'aujourd'hui les jeunes ne veulent plus entreprendre, or l'entrepreneuriat est le seul moyen efficace de lutte

Il urge de sensibiliser les jeunes sur les bienfaits de l'entrepreneuriat et c'est ce qui se fait du côté de l'association LIVE WELL.

La seconde vague de cette formation débutera le 05 septembre prochain, et d'autres modules comme coaching entrepreneurial, création de petite industrie,

gestion de temps de production, rédaction de projet industriel et d'élevage et la technique d'emballage et de façonnage.

Notons que plus de 6000 jeunes togolais ont été déjà formés par l'Association LIVE WELL depuis sa création.

Cyrille Sablassou



Pour lutter contre le chômage et la pauvreté, l'association LIVE WELL située à Djidjolé en face d'Eden Parc a instauré une formation en agro-alimentaire. Cette formation

mil, vin de manioc, spaghetti etc...

Dans une interview accordée aux médias présents à la cérémonie de remise d'attestation aux participants, le Directeur

contre le chômage et la pauvreté, « former les jeunes en entrepreneuriat, est ma contribution pour amener les la jeunesse à sortir de cette situation de précarité », a-t-il martelé.



Alerte : Les espèces protégées du parc de Fazao sous menace d'extinction

Le Togo dispose de parcs naturels tels que le parc national Kéran et le parc du Fazao. Bien que protégé, le parc Fazao souffre des méfaits des braconniers. Les espèces protégées sont chassées. Ce qui du coup engendre le trafic illicite des espèces végétales et animales menacées comme l'éléphant, le serpentaire, la tourterelle des bois entre autres. Les trafiquants, grâce à la corruption arrivent à passer par les mailles du filet.

Selon les responsables du parc, presque toutes les espèces du site sont menacées d'extinction, notamment les babouins, cobes, éléphants, serpentaires, buffles, lions, panthères, hyènes, chacals, renards, phacochères, antilopes, porc-épic, pangolins géants et quelques 200 espèces d'oiseaux.

Ils ajoutent que les efforts consentis pour protéger les espèces ne diminuent pas l'ardeur des trafiquants, en connivence avec certaines autorités, ils s'activent dans le braconnage et la vente des espèces tuées ou capturées vivants. « Le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF), a repris en 2016, la gestion de ce parc de 192 000 hectares après la fin du contrat de la Fondation Weber, mais ne maîtrise pas les questions liées au suivi de la faune et de la flore du parc, ou encore des problématiques de braconnage, ou d'autres activités illégales », explique un des responsables du parc Fazao Malfakassa.

A part le trafic des espèces protégées, l'on assiste également à une exploitation illégale de bois dans le parc. « Nous n'avons pas d'effectifs suffisants et nous manquons aussi de matériels pour bien travailler. Le nombre des éco-gardes, qui sont les jeunes des villages environnants du parc est insuffisant. On n'a pas de menottes en nombre suffisant et lorsqu'on arrête des braconniers, on les attache avec une corde », a déclaré le conservateur du parc, Komi Gbémou.

La protection de la faune ne vise pas seulement la préservation des espèces animales. Elle contribue à la biodiversité et à l'équilibre

de l'écosystème. Les populations riveraines du parc Fazao Malfakassa, en sont conscientes. Les jeunes sont organisés en éco-gardes volontaires. Ils surveillent à tour de rôle le parc avec les moyens de bord. « On n'a pas de fusils. Même pour payer le carburant pour nos engins, c'est avec nos propres moyens financiers », a déclaré un jeune éco-garde.

Il ajoute que de janvier à août 2018, sur 102 éléphants du parc, une dizaine de mammifères sauvages dont un éléphant et au moins 11 oiseaux migrateurs ont été abattus dans les secteurs sud et centre du Parc. « On fait tout pour surveiller, mais les braconniers tentent toujours de tuer les espèces protégées. On pense même que les agents de l'Etat soutiennent les braconniers, mais ils démentent toute implication de leurs éléments dans ces abattages des animaux. D'après eux, les militaires déployés dans ce secteur participent plutôt activement

dans les opérations de lutte contre le braconnage. Plusieurs hommes armés circulent sans être contrôlés dans cette zone », précise l'éco-garde.

Les braconniers traquent les espèces sauvages, profitant du nombre insuffisant des éco-gardes. Les grands mammifères dont les éléphants du parc sont des cibles de choix, et leur chasse est facilitée par la corruption : « Un notable proche de la réserve le confirme : « La corruption constitue un obstacle majeur à l'application des lois ».

Les braconniers sont des acteurs locaux et étrangers qui vendent la viande des espèces menacées du parc à des individus et à des restaurants dans les localités environnantes. Les produits de chasse comme l'ivoire, les peaux et même les dents sont vendues par la suite à des trafiquants, qui s'occupent de leur commercialisation illicite à travers des réseaux



de trafiquants plus importants. En réalité, le braconnage est encouragé par les trafiquants, qui fournissent aux braconniers armes, munitions et outils pour la chasse. Le braconnage est la partie émergée de l'iceberg, alors que le manque d'intérêt flagrant pour la partie immergée, soit les trafiquants, permet aux braconniers de continuer à prospérer. Il est en effet plus facile de remplacer un braconnier qu'un trafiquant, et trop souvent, seuls les braconniers sont arrêtés.

« Ce trafic met en danger la survie d'espèces menacées dont certaines sont chassées pour leur peau ou leurs cornes, d'autres pour servir d'animaux de compagnie. Ce qui fragilise les populations d'espèces menacées déjà en déclin, comme les éléphants et les babouins », précise encore le notable.

Le nouveau code pénal dans son volet environnement renforce la protection de la faune et la flore. Citons au passage l'article 761 de ce code qui dispose : « La destruction et la commercialisation, directe ou indirecte, sans droit d'espèces animales ou végétales protégées en vertu des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et des conventions internationales auxquelles la République du Togo est partie est punie d'une peine d'un à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende d'un million à cinquante millions sans préjudice de toute autre disposition du présent code ». Les braconniers et les trafiquants qui privent les Togolais de leur héritage en tuant les animaux protégés s'exposent ainsi à de lourdes peines pour leurs méfaits. ■

Dem

Le harcèlement sexuel, un «péché» selon Al-Azhar

La prestigieuse institution sunnite basée au Caire appelle les autorités égyptiennes à « appliquer la loi criminalisant ces actes » et à « punir leurs auteurs ».

Al-Azhar, prestigieuse institution de l'islam sunnite basée en Egypte, a exprimé sa condamnation de toutes les formes de harcèlement sexuel, un fléau qu'elle qualifie de « péché ». Dans un communiqué publié lundi 27 août, Al-Azhar dénonce des « actes interdits et comportements déviants » et affirme que « l'habit ou le comportement des femmes ne doit en aucun cas justifier un tel acte », qui constitue une « atteinte à la dignité et à la liberté des femmes ».

Selon une étude de l'ONU publiée en 2017, 60 % des femmes ont été victimes de harcèlement en Egypte, où elles sont quotidiennement confrontées à des remarques obscènes voire à des attouchements. Les trois quarts des hommes attribuent ces actes à la tenue vestimentaire des femmes, selon cette étude. En juin 2014, une loi criminalisant le harcèlement sexuel a été adoptée.

La question du harcèlement a fait irruption dans le débat public égyptien dans la foulée de la révolte, en janvier 2011, ayant conduit à la chute du président Hosni Moubarak. Des groupes de volontaires s'étaient alors organisés pour protéger les

femmes des agressions collectives lors des manifestations, notamment place Tahrir, épice de la révolte. Des graffitis anti-harcèlement avaient fleuri sur les murs du centre-ville et, en février 2013, des femmes avaient manifesté pour dénoncer ce fléau.

Dans son communiqué, Al-Azhar déplore la multiplication « ces derniers temps » des actes de harcèlement rapportés par les médias et les réseaux sociaux. L'institution appelle dans ce contexte les autorités à « appliquer la loi criminalisant ces actes » et à « punir leurs auteurs », et demande aux médias et ONG de « se mobiliser » contre ce phénomène.

LE MONDE avec AFP



INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO

**LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS DISPONIBLE DANS
LES ZONES SUIVANTES :**

- ✓ **AGOÈ,**
- ✓ **BAGUIDA,**
- ✓ **BOULEVARD CIRCULAIRE,**
- ✓ **FOREVER,**
- ✓ **ZONE PORTUAIRE,**
- ✓ **ABLOGAMÉ,**
- ✓ **KODJOVIKOPÉ,**
- ✓ **NYÉKONAKPOÈ,**
- ✓ **RÉSIDENTE DU BÉNIN,**

& DANS LES AUTRES CITÉS.

LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.

**RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS
TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!**

Adopter La Fibre du Groupe TOGO TELECOM, c'est participer au développement du Togo.



À PARTIR DU 3 SEPTEMBRE 2018

**APPELEZ
SANS LIMITE
LES NUMÉROS FIXES**

4720 F/MOIS

POUR BOOSTER VOS AFFAIRES



**LE MEILLEUR RÉSEAU DATA
ET LES APPELS LES MOINS CHERS
AU TOGO !**



Secteur de l'Education:

Plein feu sur les progrès entre 2013 et 2017

L'éducation et la formation professionnelle des jeunes sont des priorités pour le gouvernement togolais. Ainsi depuis 2013, les autorités travaillent non seulement pour améliorer le taux de scolarisation au primaire mais elles œuvrent aussi au développement des divers cycles d'enseignement.



En outre, un accent particulier est désormais mis sur un enseignement supérieur de qualité avec des formations adaptées au marché de l'emploi. Le gouvernement a également fait ces dernières années, la promotion de l'enseignement technique et la formation professionnelle de façon à

doter le pays des ressources humaines qualifiées qui auront à faire face aux défis de développement et permettre au Togo d'atteindre l'objectif de croissance accélérée tel que stipulé dans le PND (2018-2022).

Ainsi on peut noter dans la revue des performances du

secteur de l'éducation de 2013 à 2017 qu'en matière de développement de l'encadrement de la petite enfance, le taux de scolarisation du préscolaire des 4-5 ans a progressé, passant de 15,8% à 37,2% de 2013 à 2017. Le taux net de scolarisation au primaire a connu pour sa part une augmentation, passant de

86,5 à 93,8%. Quant au taux moyen de redoublement au primaire, il est passé de 18,5% à 7,6%.

et la promotion de la formation professionnelle, le nombre d'apprenants pour 100 000 habitants est passé de 572 à 578 pour une cible attendue de 585. Le pourcentage des effectifs, dans les établissements publics et privés, passe de 7,2% à 6,2%.

Pour ce qui est de l'accès, de l'équité et de la qualité dans l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants pour 100 000 habitants dans les Universités Publiques du Togo (UPT) est passé de 868 à 920, pour une cible de référence de 1225. Les étudiants des filières scientifiques passent de 9,90% à 10,16%. Enfin, pour les étudiants inscrits dans les filières technologiques, leur proportion est passée de 6,10% à 6,11%.

S'agissant du secondaire, dans le cadre de l'amélioration de l'accès et de la rétention dans le premier cycle de l'enseignement secondaire général, le taux d'achèvement du CEG a connu un progrès passant de 37 à 50% et le taux moyen de redoublement, de 21,8% à 22,3%. Concernant

La rédaction

Le Togo veut mobiliser à nouveau 20 milliards de FCFA sur le marché financier sous régional

Par avis d'appel d'offres, l'Agence UMOA-Titres et le Trésor public togolais ont annoncé la cession d'Obligations assimilables du Trésor (OAT) d'un montant de 20 milliards de FCFA pour le 31 août prochain.

Ce nouvel avis d'appel d'offres intervient quelques jours seulement après celui émis le 18 août dernier et qui a permis au Trésor public d'engranger 15 milliards de FCFA sur 20 milliards recherchés.

Pour les autorités togolaises, l'objectif reste le même. Il s'agit de mobiliser l'épargne des personnes physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'Etat, gestion 2018.

A la faveur de cette



opération, il est important de préciser que la valeur nominale unitaire des titres émis est fixée à 10 000 FCFA. Le taux d'intérêt applicable est quant à lui fixé à 6,25%. Stipulée pour une maturité de 36 mois, l'opération

connaîtra son échéance le 03 septembre 2021. Selon l'avis de l'appel, le remboursement des obligations devrait se faire le 1er jour suivant la date d'échéance.

Notons que les OAT sont des emprunts d'Etat émis pour une durée de 2 ans minimum et 50 ans maximum. Ce sont des titres de dette contractés par les Etats pour financer des projets au plan national. Signalons que l'Agence UMOA-Titres a été créée en mars 2013. C'est une

structure sous régionale qui a pour vocation d'aider les pays membres de l'UEMOA à mobiliser sur les marchés financiers, les capitaux nécessaires au financement de leur politique de développement économique à des coûts maîtrisés.■

Source : Autogo



OPTION SANTE

Les 10 bienfaits des dattes sur la santé

On ne pense pas assez à acheter des dattes, pourtant elles sont excellentes pour la santé. Nous avons sélectionné 10 bienfaits de ce fruit dont vous ne pourrez bientôt plus vous passer.

On trouve les dattes dans les palmiers dattiers. En Afrique du Nord et au Moyen-Orient on en met dans de nombreux plats, sèches ou fraîches. En France, on les mange plutôt sèches. Mais nous devrions en consommer plus souvent car ces fruits sont très riches en vitamines, en fibres et en antioxydants.

1. La datte est riche en glucides et pauvre en graisses

La datte est excellente pour la santé car elle est riche en fructose, dextrose, saccharose, maltose. Des glucides qui sont de vraies sources d'énergie pour l'organisme. Ces glucides permettent aussi de lutter efficacement contre l'hypertension artérielle. Par ailleurs, elle est pauvre en graisse. Elle n'en contient pratiquement pas.

2. La datte est riche en fibres

Nous le savons, il est indispensable de manger des aliments riches en fibres pour rester en bonne santé. Les dattes permettent de favoriser une bonne digestion et combattent les constipations passagères. Les aliments riches en fibres permettent aussi de conserver les intestins en bonne santé.

3. La datte est riche en oligo-éléments

La datte est également une source d'oligo-éléments. Elle contient en effet du cuivre, du zinc ou encore du fer. On recommandera donc aux personnes qui souffrent d'anémie de ne pas hésiter à en consommer. Dans 100 grammes de datte, on trouve 0,90 g de fer, soit l'équivalent de 11 % de l'apport quotidien recommandé.

4. La datte est riche en



acides aminés

La date contient aussi des acides aminés comme l'alanine, l'arginine, la glycine, la serine, ou la valine. Ces acides aminés ont de nombreuses vertus, comme celles de réduire la pression artérielle ou les douleurs liées aux articulations. Ils peuvent aussi contribuer à l'augmentation de la masse musculaire.

5. La datte est riche en antioxydants

La datte doit aussi être consommée régulièrement car elle est riche en

antioxydants. Les caroténoïdes et les composés phénoliques sont très utiles pour lutter contre l'accumulation de graisses dans l'organisme, notamment au niveau des artères. Les antioxydants permettent également de lutter contre le vieillissement des cellules.

6. La datte est riche en minéraux

Il ne faut pas oublier que la datte est également riche en minéraux. On trouve en effet du potassium, du magnésium, du phosphore ou encore du calcium dans

les dattes. Or une alimentation riche en potassium permet de réduire la pression artérielle ainsi que les risques d'accident vasculaire cérébral (AVC).

7. La datte est riche en vitamines

C'est aussi pour ses vitamines qu'il faut consommer les dattes. On trouve en effet dans ce fruit des vitamines C, E, B2 et B3, mais aussi A1, B1, B5, B6 et K. La vitamine B6 est par exemple connue pour améliorer les performances du cerveau. Quant à la vitamine E, elle peut retarder ou prévenir les maladies coronariennes.

8. La datte est riche en protéines

Les protéines présentes dans la datte font d'elle un fruit excellent pour les muscles et les os et permettent, par ailleurs, de brûler les graisses. Les protéines permettent aussi de réguler l'appétit. Mais une alimentation riche en protéines doit être

accompagnée d'une activité physique régulière.

9. La datte combat la fatigue

Grâce à tous ces nutriments, la datte sera excellente pour combattre la fatigue et pour renforcer votre système immunitaire. Manger des dattes avant l'arrivée de l'hiver permettra donc à l'organisme de mieux se protéger contre les agressions extérieures. Elle offre un véritable apport énergétique recommandé chez les grands sportifs.

10. La datte réduit la douleur de l'accouchement

Dernier bienfait insoupçonné de la datte : elle réduit les douleurs de l'accouchement. C'est ce que révèle une étude menée par une équipe de chercheurs de l'Université de Jordanie. Selon ces travaux, une alimentation riche en dattes permettrait également de réduire les saignements et de mieux gérer l'après-accouchement.■

Action sociale : Les membres du Cadre national de concertation des acteurs de protection de l'enfant sont officiellement installés à Lomé

Suite de la page 4

ensemble pris la décision de se retrouver de façon périodique pour réfléchir sur les questions liées à la protection de l'enfant par la mise en place de ce cadre de concertation.

Le Gouvernement togolais préoccupé toujours par la liberté et le droit de la femme et des enfants a pensé à la création d'un cadre national de concertation des acteurs de protection de l'enfant. Ces membres auront la lourde mission d'élaborer une feuille de route qui pourrait amener à éradiquer dans nos sociétés la maltraitance des enfants.

Aujourd'hui le constat est clair, les enfants sont toujours victimes de ce



que nous appelons l'esclavage moderne, les droits de ces derniers sont bafoués. Donc il urge vraiment de créer ce cadre national de concertation pour tous ceux qui ont décidé de mener une lutte contre ce fléau.

Ce cadre a pour objectif de renforcer la coordination des interventions de protection de l'enfant, promouvoir et faire le suivi de l'application de la loi en matière de protection, mettre en place un système opérationnel central de collecte de données sur la situation des

enfants vulnérables au Togo, développer la culture du travail en synergie avec les acteurs et enfin capitaliser, documenter, et diffuser les informations disponibles.

Cyrille Sablassou

Entrepreneuriat rural : Le PNPER remis à cheval par le Secrétariat d'Etat en charge de l'inclusion financière

Après les graves manquements relevés par la revue à mi-parcours réalisé par le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) dans la mise en œuvre du Programme National de Promotion de l'Entrepreneuriat Rural (PNPER), une mission de haut niveau conduite par le Premier ministre Klassou afin de modifier et redynamiser certains axes de ce programme qui demeure néanmoins un instrument essentiel de la croissance économique dans les milieux ruraux au Togo.

Un changement institutionnel de la gestion du projet a été décidé par les différentes parties prenantes, de même que la suspension du projet levé. Le secrétariat d'Etat auprès de la Présidence de la République, chargé de l'inclusion financière et du secteur informel, qui a désormais en charge la coordination de l'équipe de mise en œuvre du PNPER a tenu dans ce cadre un atelier d'orientation et d'appropriation du PNPER, du 22 au 24 août dernier dans la capitale togolaise, à l'intention des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme.

Ouvert par Mme Assih Mazamaesso, Secrétaire

d'Etat en charge de l'inclusion financière et du secteur informel, cet atelier vise à amener l'ensemble des acteurs à s'approprier les nouvelles orientations du projet et à renforcer leurs capacités sur les procédures du FIDA en matière de gestion des projets cofinancés par le Fonds.

La secrétaire d'Etat s'est réjouie de la reprise du projet et a salué tous les acteurs qui ont œuvré à cela. Elle a également exhorté la nouvelle équipe à tirer des leçons des erreurs du passé afin de ne pas le revivre.

Pour ce faire, "il importe de mettre à la disposition du PNPER tous nos talents, tout notre savoir-faire et toutes nos compétences afin de

sortir ce projet de la situation de projet à risque et d'améliorer par ricochet la performance du portefeuille du Togo au FIDA qui permettra au gouvernement de mobiliser d'autres financements pour les futurs projets au profit de la population togolaise en général et du monde rural en particulier", a-t-elle confié.

Le Directeur de la division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA, M. Lisandro Martin qui a pris une part active aux travaux de cet atelier a salué la reprise du projet, les efforts du Togo et encouragé les nouveaux acteurs à donner le maximum d'eux-mêmes.

Outre une imprégnation sur les nouvelles procédures



simplifiées du FIDA dans la mise en œuvre du PNPER, les différents acteurs ont adopté un plan directeur, un PTBA et entendent bientôt organiser des ateliers régionaux afin de remettre les différents axes du programme sur les rails.

Le PNPER, pour rappel vise à contribuer à la transformation progressive et durable de l'économie rurale togolaise à travers la promotion des micros et petites entreprises rurales en amont et en aval des filières agricoles. Par cela, le Programme contribuera à réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie en milieu rural pour les

jeunes et les femmes à travers le développement de l'entrepreneuriat rural, la création d'emplois rémunérateurs et durables.

Il appuie donc ces entreprises le long des filières agricoles porteuses en prenant en compte la volonté du gouvernement pour la transformation durable du milieu rural en y développant des activités économiques rentables, compétitives et attrayantes pour des acteurs économiques y compris des jeunes et l'impérieuse nécessité de contribuer à la réduction du chômage et du sous-emploi des jeunes en les intéressant à des activités relevant du secteur rural. ■

Législatives de décembre 2018 :

Ambiance dans les états major des partis politiques UNIR et le NET en précampagne, la C14 attend la CEDEAO

Suite de la page 5

région stratégique en matière électorale au Togo. Absent à la dernière législature, le NET a tiré les leçons de la campagne de 2013 aux côtés des radicaux de l'opposition. Il a compris qu'il faut se lever tôt.

Le C14, la contestation

L'ambiance n'est pas à la sérénité au C14. Sans apercevoir les conséquences du gaspillage du temps et d'énergie qu'ils déploient dans la contestation de

la CENI, les partis de la coalition, ont du mal à s'organiser sérieusement pour les législatives.

Une chose est certaine, les partis du C14 savent que les prochaines législatives augurent une redistribution des cartes et certains doutent de leurs capacités à pouvoir engranger autant de voix que par le passé et donc craignent de perdre des sièges. Ils sont prêts à faire en sorte que les élections n'aient lieu que lorsque le

contexte les arrange.

Avec l'arrivée d'autres partis sur le champ politique, les déçus de l'aventure de CST ou de la coalition Arc-en-ciel, préféreraient nouer d'autres alliances. Autant de situations qui expliquent le manque de confiance de l'opposition radicale traduite en grande partie par la contestation de la CENI.

Dans tous les cas, la C14 semble s'engluier dans la stratégie infructueuse de 2013 et amenuise ses chances d'enregistrer de bons scores. Les analystes soupçonnent que la plupart des partis de cette coalition fasse cavalier seul ... la probabilité est forte. L'ambiance est multiforme au sein des états major des partis politiques. Le temps presse et les enjeux sont énormes. Mais si la sagesse nous apprend que l'avenir appartient à celui qui se lève tôt, en politique aussi cela se vérifie. ■



Démocrate



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

**Directeur de la
Publication**
PETCHEZI P. D. Fabrice

**Comité de
Rédaction**
PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur
S. Didier
Infographie
JPB

Adresse
Route du Contournement CEDEAO,
Agodé Dèmakpoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie
Direct Sprint
Tirage
1000 exemplaires



LES PRIX BAISSENT

**Les carnets de factures normalisées
avec TVA / sans TVA**

~~3 000 FCFA~~ **1 500 FCFA**

La planche de vignettes

~~10 000 FCFA~~ **2 700 FCFA**

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg